



DiH
MOUVEMENT DE PROTESTATION CIVIQUE

Association loi 1901 – Reconnue d'intérêt général
Membre de la Coalition française pour une Cour Pénale Internationale
Membre de la Coordination française pour la Décennie de la Paix
Siège social : Mairie 43400 Chambon-sur-Lignon
Courriel : dih-protestationcivique@hotmail.fr
Site : <http://d.i.h.free.fr/>

Campagne juin 2008

Monsieur Bernard Kouchner
Ministre des Affaires Etrangères et Européennes
37 Quai d'Orsay
75007 PARIS cedex 07

Objet : nécessité d'organiser des Etats Généraux concernant l'avenir démographique de l'Europe : préalable indispensable à toute politique commune d'immigration.

Monsieur le Ministre,

Veillez trouver ci-dessous les arguments exposés au Président de la République lors de cette campagne de lettres.

La France ayant le 1^{er} juillet prochain l'honneur, pendant 6 mois, de présider l'Union européenne, nous nous permettons d'attirer l'attention sur les études des démographes français qui recourent les conclusions des experts de l'ONU : l'Europe est « à la veille d'un hiver démographique ». Qui dit dépeuplement dit déclin économique, social et culturel.

Ce constat doit être pour les dirigeants et les citoyens un puissant stimulant pour concevoir des solutions politiques préparant un avenir convivial.

A cette fin, le 1^{er} acte fondateur d'une politique de civilisation serait l'adhésion à la *Convention relative aux droits des migrants*, texte juridique international adopté par l'Assemblée des Nations unies le 18 décembre 1990. Entré en vigueur le 1^{er} juillet 2003, ce document juridique est révélateur de l'absence de volonté des démocraties occidentales à **reconnaître au travailleur étranger son égalité en dignité et en droits avec le travailleur autochtone**. En effet, aucun Etat européen ne l'a signé. La France peut, en comblant son propre retard, jouer un rôle déterminant :

- Aussi **nous demandons instamment** au Président de la République de signer cette *Convention* que les parlementaires devront ratifier.
- D'autre part, ayant en mémoire le déclin annoncé et l'appel du 6 mai 2007 lancé « à tous les persécutés », **nous demandons expressément**, autant par intérêt que par solidarité, de suspendre la politique des quotas réduisant drastiquement dans notre pays l'accueil des demandeurs d'asile cherchant une patrie où leurs droits fondamentaux seraient respectés.

Pour associer très largement les Français au problème de l'avenir de l'Europe nous pensons qu'il serait judicieux d'ouvrir des Etats Généraux. Des travaux de cette ampleur peuvent déboucher sur un progrès en humanité **si des spécialistes reconnus** : juristes, démographes, sociologues, philosophes, historiens, représentants des institutions religieuses et des associations spécialisées, **collaborent avec les parlementaires et les ministères concernés**, notamment ceux du Travail et de l'Emploi, des Affaires Etrangères et Européennes, de l'Education Nationale...

Monsieur le Ministre nous vous remercions de votre attention et pensons que grâce à vous nos demandes seront prises en considération. Veuillez agréer l'expression de notre haute et respectueuse considération.

NOM, prénom

adresse complète

signature

